

Convention collective

**EXPLOITATIONS HORTICOLES
ET PÉPINIÈRES
(FINISTÈRE)**

(21 novembre 1985)

(Etendue par arrêté du 22 mai 1986,
Journal officiel du 30 mai 1986)

■ *Journal officiel* du 19 juillet 2005

Arrêté du 27 juin 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticolas et pépinières du département du Finistère

NOR : AGRFO501532A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 22 mai 1986 portant extension de la convention collective de travail du 21 novembre 1985 concernant les exploitations horticolas et pépinières du département du Finistère et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 14 mars 2005 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 11 juin 2005 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 26 du 14 mars 2005 à la convention collective de travail du 21 novembre 1985 concernant les exploitations horticolas et pépinières du département du Finistère sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

L'article 17 de la convention collective susmentionnée, tel qu'il résulte de l'avenant précité, est étendu sous réserve de l'application de l'article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 modifiée instaurant une garantie de rémunération mensuelle et de l'article 6-6 de l'accord national étendu du 23 décembre 1981 modifié concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 21 novembre 1985 précitée.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 juin 2005.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :

*Le directeur du travail,
chargé de la sous-direction
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

Nota – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/17 en date du 28 mai 2005, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26 rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.